

# Éloge des regards croisés

Rémy Rieffel, Institut français de presse, université de Paris 2 Assas

*Flair, intuition, débrouillardise et curiosité, certes. Mais aussi enseignements garants de la culture de la démocratie. Mais encore équilibre entre pratique et cours théoriques. Ouvertures enfin vers les milieux professionnels. Rémy Rieffel, directeur du Master professionnel en journalisme à l'Institut français de presse, propose un parcours réaliste dans l'impossible école idéale...*

**D**essiner les contours de l'école idéale de journalisme, c'est reconnaître le décalage existant entre le rêve et la réalité ; c'est convenir que beaucoup de chemin reste encore à parcourir pour former efficacement les futurs journalistes. C'est aussi rappeler que la question de l'apprentissage du journalisme a toujours fait débat en France et qu'elle n'a cessé d'opposer partisans d'une absence de formation particulière et adeptes d'une formation spécifique. Au sein même de cette dernière mouvance, deux conceptions de l'éducation au journalisme ont d'ailleurs suscité, dans l'immédiat après-guerre, un clivage entre, d'un côté, les tenants d'un enseignement à forte composante académique et, de l'autre côté, les militants d'un enseignement à caractère essentiellement technique et professionnalisant. Comme l'IFP a historiquement joué un rôle dans la controverse autour de cet apprentissage du métier<sup>1</sup>, il n'est peut-être pas illégitime que l'un des représentants de cet Institut prenne aujourd'hui la plume pour défendre sa vision de la formation idéale.

Avant de préciser à quoi pourrait ressembler une école modèle, il est nécessaire de pointer en quelques mots les problèmes majeurs auxquels les journalistes sont à l'heure actuelle confrontés : un enseignement du journalisme n'a en effet de sens que s'il peut répondre avec succès aux défis présents et à venir de la profession. Or, celle-ci souffre aujourd'hui d'un certain nombre de maux qui, s'ils n'ont en eux-mêmes rien de totalement nouveau (*nihil novi sub sole*), frappent néanmoins par leur ampleur. On se contentera, à cet égard, de formuler trois constats : on assiste

depuis quelque temps à une précarisation croissante de la profession, à une pression grandissante des communicants et, plus récemment, à une concurrence accrue des journalistes « amateurs ».

Toutes les enquêtes le montrent et tous les témoignages le confirment : les jeunes qui entrent sur le marché du travail sont de plus en plus soumis à un véritable parcours du combattant qui les oblige à multiplier les expériences professionnelles sous forme de stages, de piges ou de CDD. Une part de plus en plus importante des rédactions de presse écrite (notamment magazine), mais aussi de médias audiovisuels et de sites en ligne, fait appel à des collaborateurs extérieurs et tend à externaliser le travail afin de réduire les coûts de production de l'information. Les stagiaires et les pigistes constituent, dès lors, une main d'œuvre relativement docile, soumise aux aléas du marché et à la logique marchande et commerciale. Certains observateurs vont même jusqu'à évoquer l'existence d'un véritable phénomène de déprofessionnalisation.

Par ailleurs, la montée en puissance de lobbies en tous genres, l'essor des stratégies de communication dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle font que les journalistes subissent aujourd'hui de plein fouet le poids de ces nouvelles formes de séduction et de persuasion et qu'ils éprouvent de plus en plus de difficultés à y faire face. La frontière entre information et communication s'avère donc de plus en plus indécise. Enfin, l'essor d'Internet et du téléphone portable, le succès des blogs, le développement du Web 2.0 et des réseaux

sociaux, remettent en cause, depuis quelque temps, la spécificité du journalisme. À partir du moment où tout un chacun peut, grâce aux technologies nouvelles, produire et diffuser des photos, de la vidéo, des commentaires sur l'actualité, le rôle traditionnel du journaliste est remis en cause : où réside encore son originalité ?

C'est dans ce contexte de profonde mutation technologique et de transformation économique et sociale que se pose la question de la formation des journalistes et de l'école idéale. Il est inutile d'imaginer un modèle parfait sans se soucier des contingences matérielles. Comment, dès lors, préparer ces futurs professionnels à rendre compte, avec rigueur et efficacité, de l'actualité, à la hiérarchiser et à la mettre en perspective ? Quel est le meilleur moyen de faire d'eux des professionnels compétents, aptes à s'adresser au public avec crédibilité alors que la conjoncture est si délicate ? Esquissons quelques réponses.

Acquérir le sens de la complexité et de la responsabilité professionnelle

Plutôt que d'entrer dans le débat sans fin entre partisans d'un journalisme « appris sur le tas » et défenseurs d'un journalisme « appris sur les bancs d'une école<sup>2</sup> », on se bornera à rappeler que cette profession est, depuis sa création, une profession ouverte et que cette ouverture constitue en tant que telle une richesse plutôt qu'un handicap. Il n'est donc pas question de remettre en cause la diversité des voies d'accès au métier (qui se résument en France à trois canaux : la formation sur le tas, le passage par un cursus universitaire et des stages, l'intégration d'une école en journalisme), mais de défendre l'idée que l'apprentissage du métier dans une école a du sens, qu'il constitue une réelle plus-value à condition d'en définir avec précision les objectifs et les modalités.

Le terme « école de journalisme » n'est d'ailleurs peut-être pas le plus approprié dans ce domaine : il renvoie à l'idée d'un établissement autonome, dispensant un enseignement clairement défini (un référentiel de connaissances et de compétences à acquérir) pour exercer correctement ce métier. Or, cultivons le paradoxe : le journalisme ne s'enseigne pas. En tout cas, pas de la même manière que

l'on enseigne les mathématiques ou l'histoire. Il est par essence une manière d'être au monde, une certaine disposition d'esprit qui se manifeste par un regard singulier sur la réalité, par une curiosité aiguisée à l'égard d'autrui ; toutes choses qui ne s'apprennent guère. On n'ira pas jusqu'à dire, en paraphrasant et en inversant un propos célèbre, qu'on ne devient pas journaliste mais qu'on naît journaliste. Il n'en demeure pas moins qu'on ne réussira jamais, quelle que soit la qualité de l'enseignement prodigué, à faire un bon journaliste de quelqu'un qui se contente « d'enregistrer » ce qui se passe à la manière d'un simple sismographe et d'en faire part au plus grand nombre. Le flair, l'intuition, l'imagination, la curiosité, la débrouillardise, sont autant de qualités journalistiques qui ne peuvent guère donner lieu à des apprentissages. Aussi serait-il préférable de parler de « formation en journalisme », expression plus conforme à la réalité plutôt que « d'école de journalisme » qui évoque un peu trop le modèle d'une école d'application.

Bien évidemment, certaines compétences du journaliste peuvent et doivent être privilégiées dans une formation à partir du moment où l'on considère cette dernière comme garante de la culture de la démocratie dans les médias. La plus importante de ces compétences est d'acquérir le sens de la complexité des choses, de faire preuve d'agilité intellectuelle et non pas uniquement de posséder l'art de la simplification comme on a un peu trop tendance à le marteler. Le journaliste n'est pas un pur technicien qu'il conviendrait de former (ou de formater) en fonction des attentes du marché : il est avant tout un capteur et un déchiffreur de la réalité qui nous entoure. Il convient donc, à l'instar de l'apprentissage de la navigation sur la Toile, qui fait appel à des liens hypertextes, de privilégier la mise en relation des faits et des événements, la fertilisation croisée des connaissances, qui sont aujourd'hui bien trop souvent juxtaposées, et de prôner les vertus du décroisement et de l'interconnexion, de pratiquer en quelque sorte un va et vient constant entre de multiples savoirs pour être à même de mieux appréhender les interdépendances entre les phénomènes ou les événements qui se produisent.

<div> <div>42</div> <div>médiamorphoses</div> </div>	dossier
<div> <div>Éloge des regards croisés</div> </div>	<div> <div>Rémy Rieffel</div> </div>
<p>La seconde qualité d'un journaliste, outre celle d'être précis et rigoureux, est d'être un médiateur digne de ce nom, autrement dit d'être capable d'aider le public, non seulement à démêler l'écheveau de l'actualité, mais aussi à se sentir concerné par les enjeux du monde contemporain. Il doit donc avoir une réelle connaissance du public auquel il s'adresse, non pas en termes quantitatifs d'audience ou de lectorat, mais en termes qualitatifs d'attentes et de pratiques. La question essentielle qu'il lui faut sans cesse se poser est celle de la pertinence de l'information (le lecteur, auditeur ou téléspectateur a-t-il envie de savoir ? Et si oui, quoi ?) et de son acceptabilité (cette information a-t-elle un intérêt pour le public ?). Le discours journalistique doit tout à la fois faire sens, être intelligible et intéressant. Diffuser de l'information ne se réduit donc pas simplement à annoncer un événement, mais à l'expliquer (visée de crédibilité) en captant l'attention du public (visée de captation) par le biais de patrons narratifs diversifiés et de mises en récit variées. Au rebours des conseils généralement prodigués aux jeunes journalistes (« faites simple et court »), il serait préférable de leur apprendre à saisir quelles sont, chez le public, les modalités concrètes de perception d'une information car la brièveté n'est pas nécessairement un facteur d'attrait de l'information.</p> <p>Enfin, un bon journaliste est un professionnel conscient de ses responsabilités, capable de prendre du recul par rapport à la pratique de son métier, de s'interroger sans cesse sur sa démarche informative et de mettre en œuvre une sorte d'auto-réflexivité. Cela suppose qu'il ait une parfaite connaissance de l'évolution économique du marché de l'information, des contraintes et des pièges de la communication et une vraie réflexion sur ses droits et ses devoirs afin de pouvoir, dans la mesure du possible, résister aux pressions des annonceurs et des actionnaires, aux tentatives de séduction et de persuasion de ses sources, etc. Cette capacité de distanciation peut s'acquérir dans le cadre d'une formation professionnalisante, sous réserve de ne pas tomber dans l'ornière de la critique systématique et stérile des médias. Elle passe notamment par une plus grande attention donnée à l'éthique de l'information et à la déontologie professionnelle.</p>	<h3>Croiser la théorie et la pratique</h3> <p>L'atout majeur d'une formation en journalisme intégrée dans une université (outre le fait que les droits d'inscription y sont peu élevés, autour de quatre cents euros par an) est de pouvoir s'adosser à un centre de recherche et à une équipe d'universitaires pluridisciplinaires, non pas pour abreuver les étudiants de cours théoriques, mais pour faire constamment le lien entre théorie, pratique et distanciation critique. La présence d'historiens, de juristes, d'économistes, de sociologues, de sémiologues, de politistes, voire de philosophes, est un gage d'ouverture sur les enjeux du monde contemporain, de réflexion approfondie sur un certain nombre de sujets d'actualité souvent difficiles à déchiffrer (la crise au Proche-Orient, le problème des banlieues et de l'immigration, la montée de l'islamisme, le poids des inégalités sociales, etc.). C'est en pratiquant l'interdisciplinarité, en croisant les regards de spécialistes en sciences humaines et sociales, mais aussi d'experts scientifiques (biologistes, physiciens, médecins, etc.), qu'un futur journaliste peut disposer des outils nécessaires pour parler avec pertinence des faits d'actualité.</p> <p>La lecture de cette actualité ne s'improvise pas : elle suppose une vraie culture générale qui ne se résume pas à une accumulation de savoirs hâtivement assimilés et vite oubliés, mais qui prend par exemple la forme d'un enseignement de décryptage de la photographie et de l'image, d'une mise en perspective historique d'un événement, d'une analyse des mécanismes de fonctionnement de la justice et des institutions, etc. Cet apprentissage qui va totalement à l'encontre d'un savoir positiviste et d'une vision instrumentale du journalisme est aujourd'hui indispensable pour saisir les tenants et les aboutissants d'une affaire financière ou les méandres d'un procès, pour couvrir une émeute en banlieue, pour parler avec justesse de la politique agricole commune, pour décrire avec précision les enjeux liés au réchauffement climatique ou aux OGM, etc. Dans l'idéal, il faudrait donc imaginer (comme cela se pratique déjà dans certaines formations) un enseignement fondé sur une réelle continuité entre théorie et pratique. Autrement dit, construire des séquences d'enseignement où un enseignant-chercheur spécialiste d'une question donnée intervient en présence d'un journaliste</p>

spécialisé dans le même domaine et mettre immédiatement en application le sujet qui vient d'être traité sous la forme d'un reportage radio ou télévisé, de la rédaction d'un article destiné à un journal ou à un site d'information.

Le lien étroit entre théorie et pratique peut également être tissé grâce à des séminaires optionnels consacrés à un thème précis. Il s'agit alors de faire intervenir experts et journalistes autour d'une question précise et d'inventer des interfaces entre des mondes qui souvent s'ignorent, de créer des espaces de dialogue inédits. Par exemple, traiter d'un procès en invitant un journaliste spécialisé, un magistrat, un policier ; confronter leurs points de vue, puis assister à une séance au tribunal. Ou encore étudier la situation de la critique aujourd'hui (de cinéma, de livres, du spectacle vivant) en faisant dialoguer ensemble journalistes, chercheurs, éditeurs, producteurs, etc.). Il est également envisageable d'instaurer un enseignement d'enquête journalistique sur une année entière pour donner l'occasion aux étudiants de traiter un sujet sur la longue durée et donc d'approfondir sa compréhension.

Bien que l'état actuel du marché du travail ne conduise guère à développer ce type de pratiques, le rôle d'une formation publique est précisément d'initier les jeunes professionnels à différentes démarches journalistiques, tout en gardant à l'esprit les difficultés d'insertion qui les attendent et en ne masquant pas la situation réelle du marché de l'emploi.

Dans cette perspective, il serait sans doute judicieux de mettre en place des séminaires « Emploi et insertion professionnelle » accueillant d'anciens étudiants, des directeurs de ressources humaines, des rédacteurs en chefs ; de proposer des cours sur le management d'une équipe et d'une rédaction ou d'offrir un enseignement sur la manière de placer ses piges afin d'éviter des déconvenues. Il est de la responsabilité des formations en journalisme de faire prendre conscience aux étudiants du réseau de contraintes dans lequel ils vont évoluer, de leur apprendre à objectiver en amont les problèmes qu'ils vont rencontrer dans le cadre de leur vie professionnelle. Cela suppose de mieux les préparer aux conditions de travail qui seront les leurs durant les stages obligatoires ; de les aider à monter des projets et à savoir argumenter lors

d'une conférence de rédaction et, d'une certaine manière, de leur apprendre à savoir « se vendre » sur le marché du travail en ayant la capacité d'analyse et le recul nécessaires pour évaluer la situation.

### Développer une culture technique innovante

Bien que les étudiants en journalisme ne cessent de réclamer davantage d'enseignements pratiques, de plaider en faveur d'une diminution des cours dits généraux, il est plus que jamais nécessaire de défendre une conception exigeante du métier. Cette conception se heurte cependant aux demandes de responsables de certains médias qui ne voient pas l'intérêt de recruter des étudiants formés à Bac+5 ou Bac+6 alors que, selon eux, le travail qui sera effectué par les futurs journalistes est loin d'exiger un tel niveau d'études. L'argument recevable sur le principe (d'où l'intérêt de maintenir un large éventail de formations recrutant à partir du Bac jusqu'à Bac+3), pêche toutefois par excès d'utilitarisme et de pragmatisme : quel que soit le sujet qu'il aura à traiter, le journaliste disposant d'une solide formation antérieure, sera toujours mieux à même de mettre en perspective les événements, de relativiser les discours officiels et de se poser les bonnes questions. Encore faut-il convaincre les responsables des médias du bien-fondé de ce point de vue.

La volonté affichée de maintenir un réel niveau d'exigence intellectuelle ne conduit pas, comme certains le craignent, à sous-estimer l'importance de l'acquisition des « fondamentaux » du journalisme ; bien au contraire. Il faut plus que jamais enseigner les techniques d'écriture et les genres journalistiques, la maîtrise du reportage, la présentation d'un flash d'information à la radio ou d'une séquence informative à la télévision. Mais l'essor récent d'Internet, des blogs, du Web 2.0 ; l'utilisation de plus en plus intensive des téléphones portables, des caméras numériques, conduisent en fait les formateurs à repenser progressivement le déroulement des sessions d'enseignement pratique dont on a vu qu'elles devraient, dans l'idéal, être toujours reliées à un enseignement général. Plus fondamentalement, faut-il former des journalistes généralistes ou des spécialistes ? Faut-il continuer à pri-

<div>44</div> <div>médiamorphoses</div>	dossier
Éloge des regards croisés	Rémy Rieffel
<p>vilégier les ateliers par type de média ou basculer dès à présent dans une offre de formation multimédias ? Faut-il encourager la polyvalence ou la spécialisation par support ? Autant de questions qui font aujourd’hui débat et pour lesquelles il n’y a, à vrai dire, pas de réponse tranchée.</p> <p>La mission première d’une formation publique en journalisme est de ne pas verser trop rapidement dans la spécialisation à outrance. L’expérience montre que dans le secteur de l’information et de la communication notamment, les profils des professionnels évoluent très vite, que certains secteurs d’activité, qui ont créé un appel d’air à un moment donné, se révèlent après coup des impasses et qu’une spécialisation trop pointue au départ entrave les reconversions ultérieures. Tout professionnel doit être en mesure de s’adapter efficacement aux changements technologiques et économiques : ce sont ceux qui ont suivi une formation généraliste qui tirent souvent le mieux leur épingle du jeu. Il convient donc de trouver le juste équilibre entre formation généraliste et formation par spécialité thématique, et de pratiquer un ajustement progressif de la formation au cours du temps.</p> <p>Il paraît également judicieux de jouer simultanément sur la permanence des cours pratiques traditionnels (les savoir-faire de base, l’apprentissage de logiciels, la réalisation de reportage radio ou Tv, etc.) et sur une offre renouvelée de sessions de journalisme en ligne : outils et méthodes de recherche de l’information (logiciels d’analyse, Web 2.0), utilisation de l’informatique et des réseaux (bases de données, blogs, wikis) pour tendre vers ce qu’on appelle dorénavant le <i>rich media</i>. Cet enseignement doit être conçu comme un journalisme multimédias au vrai sens du terme c’est-à-dire mobilisant le texte, le son et l’image et débouchant sur de nouvelles techniques d’écriture, l’exploitation de podcasts, de vidéoblogs, etc. À condition, là encore, de réfléchir simultanément aux effets induits par la prolifération de l’information et par le succès de l’interactivité. En d’autres termes, la maîtrise des outils numériques ne saurait être une fin en soi, mais plutôt une manière d’améliorer aussi bien la réactivité que la réflexion des futurs journalistes. Dans la mesure où les agences proposent désormais de la vidéo, où les radios se mettent</p>	<p>à l’image, où les télévisions investissent la Toile et où la mobilité et l’ubiquité deviennent les maîtres mots de l’activité journalistique, il ne saurait être question de ne pas accompagner le mouvement. Encore faut-il savoir raison garder et ne pas verser sans précaution dans le tout technologique.</p> <p>On fera donc ici l’éloge tout à la fois de la polyvalence et de la spécialisation technique : polyvalence multi-supports pendant une bonne partie de la formation et spécialisation sur un seul support en fin de parcours : telle semble être l’offre la plus appropriée. Un enseignement de ce type n’est toutefois réalisable qu’à condition de disposer de moyens matériels et techniques importants et d’un service administratif efficace. Or – c’est là que le bât blesse –, l’inégalité de moyens est criante en France entre certaines formations universitaires (quelques-unes d’entre elles bénéficient cependant d’une véritable autonomie de gestion et d’un réel soutien des collectivités territoriales) et la plupart des écoles privées. Les universités françaises, notamment parisiennes, souffrent en effet d’un manque d’espace et de moyens qui handicape fortement leur développement et qui rejaillit bien évidemment sur la formation professionnalisante en journalisme. On peut donc rêver d’une université riche et dynamique, offrant des conditions de travail exceptionnelles (à l’instar de ce que l’on peut observer dans certaines universités d’Amérique du Nord) et faisant preuve de souplesse d’adaptation. Si l’horizon semble quelque peu s’éclaircir ces derniers temps, il y a cependant encore loin de la coupe aux lèvres en ce domaine.</p> <p>Diversifier le recrutement et s’ouvrir à l’étranger</p> <p>Une autre des missions d’une formation universitaire en journalisme est d’accueillir des étudiants de toutes origines sociales et de tous les horizons culturels. Diversité sociale et diversité de formation antérieure devraient constituer le socle du recrutement des futurs étudiants en journalisme. Reconnaissons que nous sommes encore loin du compte et que, malgré les tentatives méritoires de quelques écoles, le milieu social dont sont issus les étudiants demeure globalement privilégié tout comme</p>

les cursus préalablement suivis restent majoritairement circonscrits aux lettres et aux sciences humaines (au détriment des scientifiques, des juristes, des gestionnaires, etc.). Il n'en demeure pas moins que des étudiants bourgeois sont présents dans certaines filières et que la prédominance des étudiants passés par une formation en science politique est de plus en plus battue en brèche. L'objectif primordial est toutefois d'élargir encore davantage le recrutement et d'imaginer des passerelles entre cursus afin d'éviter les effets de reproduction sociale et scolaire. Comment promouvoir l'égalité des chances et diversifier les parcours d'origine ? Par une politique de discrimination positive ? Par un accueil plus systématique des minorités visibles ? Par une transformation des épreuves des concours ? Par un recrutement d'étudiants plus jeunes ? Par la création de véritables filières spécialisées au sein des formations ? Par une politique d'information davantage anticipée et plus efficace auprès des lycéens ? De multiples solutions sont envisageables, mais tardent à être mises en application, souvent faute de temps et de moyens. Toujours est-il qu'il est du devoir d'une formation publique en journalisme d'encourager la mixité sociale ainsi que la variété des parcours scolaires et universitaires parce que celles-ci représentent une véritable richesse pour la profession. Plus les journalistes seront issus de milieux sociaux différents, mieux ils pourront rendre compte de la réelle diversité de la société française. Plus ils auront acquis des expériences originales et différentes, plus les regards qu'ils porteront sur l'actualité seront riches et affûtés. Une formation idéale serait donc constituée de promotions d'étudiants aux couleurs de l'arc-en-ciel, reflétant la bigarrure de la société actuelle et la mosaïque des conditions sociales.

N'hésitons pas non plus à accroître la présence d'étudiants étrangers dans nos formations. L'apport de regards extérieurs, souvent imprégnés d'une autre vision du monde, s'avère particulièrement précieux pour faire sortir nos journalistes du franco-centrisme, pour les obliger à se confronter à d'autres cultures et d'autres manières de traiter l'information. Ce rôle d'aiguillon des étudiants originaires de pays différents ne peut qu'être bénéfique pour de jeunes professionnels baignant dans un univers de

plus en plus cosmopolite et mondialisé. En outre, rien de plus formateur pour nos étudiants que des séjours prolongés (d'un semestre par exemple) dans des écoles étrangères de journalisme. Occasion rêvée pour eux de s'immerger dans les pratiques journalistiques d'autres confrères, de pouvoir réaliser des stages dans les médias du pays où ils vont séjourner et de mieux appréhender la réalité politique, économique ou sociale d'un pays ou d'une zone géographique donnée. Un tel bain culturel ne peut être que source d'enrichissement personnel et leur évitera – du moins peut-on l'espérer –, d'avoir des œillères sur certains sujets d'actualité.

Problèmes économiques et financiers (les moyens matériels), problèmes sociologiques (le recrutement), problèmes technologiques (la multi-compétence) ne doivent pas être l'arbre qui cache la forêt car le véritable défi est ailleurs. Il est quasiment d'ordre existentiel : quel type de journalisme souhaitons-nous aujourd'hui promouvoir ? Les rêves sont, on le sait, la trame de l'histoire. Rêver d'une école idéale ne s'apparente donc pas à un vain exercice s'il est propice à l'émergence de formations plus adaptées aux exigences du monde moderne. Des formations sachant faire des futurs journalistes de véritables gardiens de la démocratie, des professionnels rigoureux et vigilants, aptes à informer sans déformer. Le courage, disait Jean Jaurès, est d'aller vers l'idéal et de comprendre le réel : telle est bien la devise qui devrait inspirer tout responsable d'une formation publique en journalisme à défaut d'orner le frontispice de nos chères « écoles ».

Notes

1. En 1937, a été créé au sein de l'université de Paris un Institut de science de la presse qui disparaît pendant la guerre. Celui-ci renaîtra en 1947 sous l'intitulé Centre d'étude scientifique de la presse lequel deviendra l'IFP en 1951. Rappelons qu'au sortir de la guerre, deux conceptions de la formation au journalisme se sont affrontées : d'une part, celle incarnée par l'IFP (alors dénommé Centre d'étude scientifique de la presse), mettant l'accent sur l'apprentissage de matières généralistes, d'autre part, celle représentée par le CFJ, privilégiant formation pratique et professionnalisation. On sait que c'est la seconde option qui a emporté l'adhésion de la profession.

2. Et sans parler de la question – décisive aujourd'hui – de la formation continue des journalistes qui constitue un véritable défi pour l'avenir de cette profession tout comme d'ailleurs celle de la formation en alternance.